*PROJET DE LOI NO 55 LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL POUR
NOTAMMENT RENDRE IMPRESCRIPTIBLES LES ACTIONS
CIVILES EN MATIÈRE D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL, DE
VIOLENCE SUBIE PENDANT L'ENFANCE ET DE VIOLENCE
CONJUGALE*

48^E LÉGISLATURE, 1^{ÈRE} SESSION

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DES
INSTITUTIONS

Rachel Chagnon, professeure, Département de sciences juridiques
Membre, Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal

Notes biographiques

Avocate de formation, Rachel Chagnon détient un doctorat en histoire. Sa thèse portait sur la genèse de la constitution canadienne. Elle est présentement professeure au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal

Rachel Chagnon se spécialise dans l'analyse féministe du droit public et la réponse législative à la violence faite aux femmes. Elle a participé à plusieurs projets de recherche portant, entre autres, sur l'impact de la loi sur l'équité en matière d'emploi sur le travail des femmes, sur la mise en œuvre des principes de non-discrimination dans les médias canadiens ainsi que sur la criminalisation de la prostitution. Elle travaille présentement sur un projet de recherche s'intéressant au processus de déjudiciarisation de la violence conjugale au Québec. Elle fait aussi partie d'équipes de recherche pluridisciplinaires travaillant sur les violences sexuelles ainsi que sur la prise en charge des femmes victimes de mutilation génitale par les professionnels de la santé.

Elle a aussi dirigé l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM de 2014 à 2020.

Résumé

Cette intervention se divise en trois parties. Tout d'abord, nous rappelons que la mesure proposée dans le PL 55 a été réclamée de longue date. De plus, nous appuyons la décision du ministère d'étendre cette mesure aux personnes majeures ayant subi un préjudice. Finalement, nous pensons que cette mesure doit être complétée par :

- De mesures permettant un meilleur accès à la justice qui pourrait par exemple comprendre la possibilité pour les victimes d'agressions à caractère sexuel, de violences subies pendant l'enfance et de violences conjugales d'avoir un accès accru à l'aide juridique dans leurs recours ainsi que des mesures facilitant l'exécution des jugements ;
- Dans les cas de violences conjugales, des amendements complémentaires au Code civil afin, entre autres, d'y introduire une définition de la violence conjugale et des mesures afin de mieux voir à la protection des victimes en contexte familiale.

Introduction

Je remercie la Commission des institutions de cette invitation. Le projet de loi à l'étude ici constitue à mes yeux une avancée importante dans les droits des victimes d'agressions à caractère sexuelles, de violences subies pendant l'enfance et de violences conjugales. La doctrine et la jurisprudence sont sans équivoques, l'existence de la prescription constitue un frein réel à la capacité des personnes visées par ces violences à intenter des recours civils contre leur agresseur. Je suis donc heureuse de pouvoir partager mon enthousiasme face à cette avancée et contribuer modestement à en faire reconnaître la pertinence.

Le Législateur est sur la bonne voie afin d'améliorer l'accès à la justice pour l'ensemble des justiciables du Québec. Toutefois, cette mesure ne doit pas être vue comme une fin en soi. Il faut rappeler que l'accès à la justice demeure difficile et que l'absence de délai ne se conjugue pas nécessairement à une réelle opportunité d'obtenir justice. Il faut aussi envisager l'impact du droit civil dans sa globalité et remédier à sa difficulté d'appréhender la violence conjugale dans ces différentes répercussions.

Pour les fins de ma présentation, je me concentrerai sur la violence conjugale. J'entends tout d'abord souligner toute la pertinence du projet de loi proposé pour les victimes de ce type de violence. Par la suite, j'élaborerai succinctement sur d'autres éléments à considérer afin que cet amendement puisse atteindre son plein potentiel.

Une mesure attendue

L'abandon de la prescription extinctive en matière de violences sexuelles et de violences conjugales est réclamé depuis longtemps par les groupes venant en aide aux victimes. Rappelons qu'un regroupement de personnalités et d'organismes en faveur de l'abolition du délai de prescription avait vu le jour en 2018 afin de militer activement en ce sens. Cette large coalition regroupait des membres des trois partis d'opposition de l'époque ainsi de diverses organisations dont le Regroupement Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel et la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes.

Les professeures Langevin et Des Rosiers présentent d'ailleurs la prescription extinctive comme un « obstacle majeur » à la capacité de victimes de pouvoir intenter des procédures civiles en cour (Langevin et Des Rosier, 2012 : 87). En effet, le caractère particulier de ce type de violence a une incidence importante sur la capacité de la victime à faire état de sa situation. Ces violences ont souvent en commun d'être initiés par des proches des victimes, membres de leur famille, partenaires ou anciens partenaires intimes. Ces violences sont aussi souvent le fait de personnes en position d'autorité face aux victimes, enseignants, entraîneurs, supérieurs hiérarchiques. Dans

tous ces cas, la dénonciation implique alors un risque accru d'impacts négatifs pour les victimes. (Langevin et Des Rosiers, 2012) Le caractère délétère de la prescription a aussi été relevé par la Cour suprême du Canada et ce, dès 1992. Dans l'affaire *M(k) c. M(H)* ([1992] 3 RCS 6)¹, le plus haut tribunal du pays a d'ailleurs eu recours au concept de la *présomption de conscience* afin de tenter d'amoinrir les effets négatifs de la prescription.

Une mesure bénéfique pour les victimes de violence conjugale

Pour les fins de cette présentation, j'utilise l'expression « violence conjugale » dans un sens cohérent avec celui retenu par le gouvernement du Québec. J'entends la violence conjugale comme une violence qui « comprend les agressions psychologiques, verbales, physiques et sexuelles ainsi que les actes de domination sur le plan économique. Elle ne résulte pas d'une perte de contrôle, mais constitue, au contraire, un moyen choisi pour dominer l'autre personne et affirmer son pouvoir sur elle » ((Plan d'action 2018-2023 : 4).

Bien que les victimes de violences conjugales soient majeures au moment où elles subissent un préjudice, elles peuvent néanmoins se retrouver dans une impossibilité prolongée d'agir contre leur agresseur. Dans ce contexte, il est tout à fait adéquat que l'imprescriptibilité proposée s'étende à leur situation. Cette décision est aussi cohérente avec le point de vue adopté dans *Gauthier c. Beaumont* ([1998] 2 RCS 3)² où la Cour suprême a reconnu que l'inhibition provoquée par la crainte d'agir chez une personne majeure pouvait mettre un frein au délai de prescription. Notons d'ailleurs que l'élargissement du concept de crainte adopté dans cette décision aux situations de violences sexuelles et conjugales a été proposé par la doctrine et a été, en partie, intégré par la jurisprudence québécoise. (Langevin et Des Rosiers, 2012 : 104)

Toutefois, ainsi que l'ont soulevé Langevin et Des Rosiers, on retrouverait un certain manque d'homogénéité de la jurisprudence quant à la reconnaissance du concept de crainte d'agir lorsque la personne concernée est une victime de violence. Dans les circonstances la clarification apportée par ce projet de loi s'imposait.

¹ M est une jeune femme est victime d'inceste commis par son beau-père. À l'âge adulte, elle poursuit son beau-père et sa mère. Son action est déboutée en 1ère instance et en appel au motif que sa cause est prescrite. Elle obtiendra gain de cause à la Cour suprême.

² En mars 1982, D.A. Gauthier, soupçonné de vol, est battu, torturé et menacé de mort par les intimes B et T, respectivement policier et directeur de police. Craignant pour sa vie, il ne déclare pas la véritable cause de ses blessures lors d'une visite à l'hôpital où il reste quelques jours. Il portera éventuellement plainte mais après que le délai de prescription soit écoulé.

Une mesure qui doit se greffer à une vision plus vaste de l'accès à la justice

Donner une possibilité accrue aux victimes de violence d'intenter un recours en justice afin de pouvoir être indemnisées pour les préjudices subis est une excellente chose. Par contre deux éléments sont à prendre en compte afin de soutenir davantage ces victimes. Tout d'abord, sans un réel accès à la justice, cette modification au Code civil risque d'avoir un impact marginal. De plus, le délai de prescription n'est pas le seul problème que rencontre la victime de violence conjugale.

L'accès à la justice demeure un obstacle important qui doit être pris en compte de l'évaluation de l'efficacité de la mesure proposée. Bien que les conditions d'admission à l'Aide juridique se soient améliorées au cours des dernières années, les services offerts continuent d'exclure, sauf exception, les recours pour responsabilité délictuelle en demande. En 2014, le journal *les affaires* rapportait que deux jours de procès coûtaient 10 000\$ en moyenne au Québec. (Proulx, octobre 2014). Même si les frais d'avocats ne sont pas nécessairement prohibitifs, ils s'ajoutent à un ensemble de frais qui contribuent à rendre le recours en responsabilité hors d'atteinte pour la plupart des contribuables du Québec. Il est évidemment possible pour les victimes de se tourner vers les petites créances. Elles doivent par contre y limiter leur réclamation à 15 000\$. De plus, peu importe d'où émane la décision, l'exécution du jugement repose éventuellement sur les épaules des victimes. Il semble d'ailleurs que le ministère soit sensible à ce problème puisqu'il a mis en place un programme de recouvrement des créances modestes (2000\$ et moins). Par contre ce programme prend normalement fin en septembre 2020 et ne couvre pas toutes les petites créances.³

Mais l'accès à des recours en responsabilité délictuelle n'est très souvent pas le problème le plus immédiat des victimes de violences conjugales. Pour ces victimes, la préoccupation la plus urgente se concentre davantage sur une mise en œuvre du droit de la famille plus sensible à leur réalité. En effet, une étude récente menée par la professeure Dominique Bernier et la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes montre que les tribunaux ont du mal à prendre en compte la violence conjugale, entre autres, dans les questions de droit de garde (Bernier, Gagnon et FMHF, 2019). On constate un refus récurrent d'un nombre non négligeable de juges à prendre en compte la dangerosité de l'ex-conjoint dans la détermination de la garde. Dans certains cas, les juges choisissent même de ne pas prendre en compte des ordres de garder la paix émanant de la juridiction criminelle, même si des modifications récentes aux règles de pratique de la Cour

³ Pour l'information concernant ce programme voir : <https://www.justice.gouv.qc.ca/vos-differends/les-petites-creances/jugement-aux-petites-creances/execution-forcee-du-jugement/> (consulté le 8 juin 2020)

supérieure viendront atténuer ce problème dans les dossiers de divorce⁴. Cette attitude met en danger les victimes de violence et leurs enfants. Elle contribue à alourdir le préjudice subi.

Les modifications au Code civil doivent, à terme, inclure davantage qu'une imprescriptibilité de recours mais aussi une définition de la violence conjugale et la prise en compte de cette violence dans les matières familiales. La Fédération des maisons d'hébergement pour femmes ainsi que le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale ont d'ailleurs fait des représentations en ce sens lors des consultations qui se sont déroulées du 15 mars au 28 juin 2019 sur la réforme du droit de la famille.

Conclusion

Je salue ce projet qui envoie un message non équivoque quant à notre appui collectif des victimes d'agressions à caractère sexuel, de violences subies pendant l'enfance et de violences conjugales. Pour les motifs présentés ici, je souligne que le choix de ne pas limiter cette exemption à l'égard de sévices commis contre des personnes mineures est un choix judicieux. Toutefois, si notre désir est de permettre au droit civil d'appuyer de façon plus efficace les personnes victimes de violence, cette mesure devra s'accompagner de mesures complémentaires.

⁴ « Depuis le 13 juin 2019, les parties concernées par un litige en matière familiale doivent alléguer qu'elles sont ou non assujetties à des conditions visant l'autre partie ou leur enfant, soit en vertu d'une ordonnance, d'une promesse ou d'un engagement prévu au Code criminel. » <https://www.justice.gouv.qc.ca/victimes/violence-conjugale/>

Bibliographie

Références

Dominique Bernier, Charlotte Gagnon et Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (Bernier, Gagnon et FMHF, 2019). *Violence conjugale devant les tribunaux de la famille : enjeux et pistes de solution*, Montréal, Service aux collectivités de l'UQAM et Fédération des maisons d'hébergement pour femmes.

Louise Langevin et Nathalie Des Rosiers en collaboration avec Marie-Pier Nadeau (Langevin et Des Rosiers 2012), *L'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale*, 2^e édition, Montréal, Édition Yvon Blais.

Steeve Proulx, (Proulx, octobre 2014), « La justice sans se ruiner », *Les affaires plus*, octobre 2014,

<https://www.lesaffaires.com/mes-finances/planification/la-justice-sans-se-ruiner/572664/2>

(consulté le 8 juin 2020)

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 (Plan d'action 2018-2023), Secrétariat à la condition féminine, Québec,

<http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/plan-violence18-23-access.pdf>

(consulté le 8 juin 2020).

Décisions citées

Gauthier c. Beaumont, [1998] 2 RCS 3

M(k) c. M(H), [1992] 3 RCS 6